



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement de
la commune de Saint-Martin-lès-Langres (52)**

n°MRAe 2023DKGE6

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil Général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août et 21 septembre 2020, des 11 mars et 23 novembre 2021, ainsi que du 28 novembre 2022, portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 30 novembre 2022 et déposée par la commune de Saint-Martin-lès-Langres (52), et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de ladite commune ;

Considérant :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune de Saint-Martin-lès-Langres (52) portant sur les eaux usées ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Saint-Martin-lès-Langres ;
- la prise en compte par le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Grand Langres en cours d'élaboration des perspectives d'évolution de cette commune de 108 habitants en 2020, dont la population est stable depuis 2015 ;
- l'existence sur le territoire communal d'espaces naturels remarquables (zone Natura 2000 et zones naturelles d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques (ZNIEFF)) :
 - un site Natura 2000 nommé « Ouvrages militaires de la région de Langres » ;
 - une ZNIEFF de type 1 nommée « Réservoir de la Mouche ou de Saint-Ciergues » ;
 - une ZNIEFF de type 1 nommée « Pelouses et Landes des Bruyères » ;
 - une ZNIEFF de type 1 nommée « Fort de la Pointe de Diamant et magasins souterrains à Brévoines » ;
 - une ZNIEFF de type 2 nommée « La vallée de la Mouche » ;

- une ZNIEFF de type 2 nommée « Coteaux et vallée de la Bonnelle à Langres et Saint Géomes » ;
- un cours d'eau : le ruisseau de la Mouche et sa ripisylve ;
- la commune de Saint-Martin-lès-Langres appartient à la masse¹ d'eau FRHR104C : la Mouche ;

Observant que :

- les zones environnementales remarquables du territoire communal ainsi que la masse d'eau (dont l'état chimique est inconnu, et l'état écologique est moyen) bénéficieront de l'amélioration de l'assainissement de la commune ;
- les espaces naturels (site Natura 2000 et ZNIEFF) ne sont pas impactés par le zonage d'assainissement ;
- après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios (collectif et non collectif), le présent dossier valide un **assainissement collectif sur l'ensemble du bourg (exception faite de la rue des Charrières et la parcelle 37 rue de la Fontenotte qui sera en assainissement non collectif) et un assainissement non collectif sur les écarts (hameau du Moulin de Saint-Martin et hameau de Melville)** ;
- la commune dispose sur son bourg d'un réseau de type unitaire et relié à la Station de traitement des eaux usées (STEU) communale de type lagunage naturel situé en contrebas du village, d'une capacité de 80 Équivalents-Habitants (EH) ; le rejet des effluents traités se fait dans la Mouche ; la STEU a été mise en service en 1983, elle est jugée conforme en équipement et en performance² ;
- la population totale est desservie par un réseau existant générant une charge théorique supérieure à la capacité de la station d'épuration ; en conséquence il est prévu dans le cadre de l'étude d'augmenter la capacité de traitement de cette station de 80 EH à 100 EH en créant un quatrième bassin de traitement de 250 à 300 m² en aval du troisième bassin existant ;
- la communauté de communes du Grand Langres (52) assume la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC) afin d'assurer le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;
- selon le dossier, le hameau du Moulin de Saint-Martin compte 3 habitations ; le hameau de Melville comprend : un château, un centre équestre, une ancienne papeterie (qui comprend 2 logements), une maison isolée et une grande exploitation agricole (qui comporte au moins un logement). Il n'y a pas eu de diagnostic initial de l'état de l'assainissement autonome sur l'ensemble des logements ;
- après réalisation de sondages pédologiques et en tenant compte des contraintes surfaciques et/ou pédologiques, les filières d'assainissement non collectif préconisées sont de type micro-station agréée ou de type filtre compact .

1 Une masse d'eau selon le dossier correspond au découpage territorial élémentaire, des milieux aquatiques, destinée à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau .

2 <https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

Recommandant de :

- **augmenter la capacité de traitement de la station d'épuration afin de répondre aux besoins de la commune ;**
- **réaliser des études pédologiques permettant de valider le dispositif d'assainissement non collectif choisi pour chaque parcelle ;**
- **évaluer l'impact sur la santé et l'environnement des dispositifs d'assainissement autonome non conformes ;**

Rappelant que, en cas d'impact avéré des dispositifs d'assainissement non collectif sur la santé ou l'environnement, ces installations doivent être mises en conformité sous délais courts.

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune de Saint-Martin-lès-Langres, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations et du rappel**, l'élaboration du zonage d'assainissement de ladite commune n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Martin-lès-Langres (52) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 12 janvier 2023

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

RECOURS GRACIEUX

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.